

Les 300 000 Arméniens massacrés entre 1894 & 1896 : OTC

Ruben Vardanian, le caillou dans la chaussure d'Ilham Aliev

La Croix

24 novembre 2024

[Dans le Haut-Karabakh, la propagande azerbaïdjanaise de la reconstruction bat son plein](#)

Dans le Haut-Karabakh, la propagande azerbaïdjanaise de la reconstruction bat son plein

Bakou mène de grands travaux dans l'ancienne enclave arménienne depuis sa reconquête entre 2020 et 2023. Bien que se faisant au compte-gouttes, le retour des Azerbaïdjanaïses déplacés par la première guerre du Haut-Karabakh dans les années 1990 est mis en scène par le régime du président Ilham Aliev.

L'école numéro un de Fizouli, petite ville du [Haut-Karabakh](#) à l'abandon depuis 1993, est sortie de terre en 2023. Ce matin de novembre, elle est remplie de professeures souriantes. Chacune d'elles attend dans une classe **sans élève** que passe la délégation d'officiels qui encadre *La Croix*. La période est aux vacances

d'automne et pourtant le sol sent le détergent frais. À la cantine, le couvert a été dressé. Rien n'est laissé au hasard dans l'ex-enclave séparatiste arménienne, **récupérée par la force** par l'Azerbaïdjan entre 2020 et 2023, y compris les sourires.

À lire aussi [Haut-Karabakh : un an après la chute, l'impossible deuil](#)

Nous ne sommes pas en Corée du Nord, mais dans un quartier nouvellement créé à Fizouli, aux portes du Haut-Karabakh, avec deux pâtés d'immeubles standardisés et des rues dessinées à la règle. Dans cette région, où le béton a déjà permis de faire revenir des habitants chassés par les Arméniens dans les années 1990, la parole est solidement cadencée. Restaurer la présence azerbaïdjanaise est la priorité du président Ilham Aliiev. « *Après trente ans d'occupation, tout est à reconstruire* », assure Shamkhal Moukhtarov, représentant du régime dans la zone.

« **Bakou Boy** »

Surnommé « Bakou Boy » par la vendeuse de légumes vinaigrés du coin, il compte parmi les **rare usagers du nouvel aéroport international de Fizouli, qui permet de rejoindre la capitale en vingt minutes de vol. Dans le Haut-Karabakh**, territoire plus petit que le Nord-Pas-de-Calais, les bulldozers sillonnent ces alpages jaunis, et les ouvriers à qui incombe la reconstruction, des Azerbaïdjanais ou des Turcs, ont des airs de pionniers.

Le coup fatal porté à la présence arménienne, contrainte à l'exode avec la prise de Khankendi (Stepanakert, en arménien) en 2023, a permis d'accélérer le rythme des chantiers. *La Croix* n'a pas été autorisée à visiter ceux de Choucha et de Khankendi. Les raisons avancées (« **la sécurité** » ; « **la COP29** » ; « **déminage en cours** » ; « **vous êtes français** ») **varient selon les interlocuteurs. Les experts** américains du programme Caucasus Heritage Watch affirment, d'après des images satellites, que les traces chrétiennes à Choucha, ancienne capitale culturelle, **sont peu à peu effacées.**

À lire aussi [Au Haut-Karabakh, le patrimoine religieux arménien en péril](#)

Fizouli est devenue une sorte de foyer témoin pour le reste du Haut-Karabakh. 3 136 personnes ont été réinstallées, attirées par la gratuité des appartements et l'absence de taxes. Chez le dentiste, un docteur et son assistante **attendent, les**

mains dans la bouche d'un patient, le signal de Shamkhal Moukhtarov, le représentant, pour démarrer la fraise. Pendant la démonstration, le patron ajoute : « *Je suis fier d'avoir quitté mon business à Bakou pour venir ici.* » **Et les patients ? « Ils viendront, ils viendront. »**

Manque d'investisseurs

La population revenue en ville ne représente qu'une goutte d'eau au regard des plus de 700 000 Azerbaïdjanais déplacés dans les années 1990. Dans le Nord, Agdam, située le long de l'ancienne ligne de contact, était connue comme une « ville fantôme » de 1993 à 2020. Ingénieurs mis à part, **elle est toujours aussi déserte.**

C'est l'un des paradoxes du Karabakh « libéré », selon la sémantique en usage en Azerbaïdjan : il faut repeupler mais les investisseurs manquent et les retours tardent. « *Cela prend du temps, il faut vérifier que les familles sont d'accord* », justifie un ministre. **La crainte d'un nouveau conflit n'y est pas étranger.** Le discours officiel affirme que le passé est derrière mais insiste, dans le même temps, sur « *l'agressivité* » des Arméniens.

À lire aussi [En soutien à l'Arménie, des organisations chrétiennes appellent à boycotter la COP29 à Bakou](#)

Profitant d'un moment où la délégation de Fizouli a le dos tourné, un homme sec s'avance et se présente comme un sage. Natiq Eyvazov, 54 ans, est né avant l'irréductibilité arménienne. Champion de lutte gréco-romaine, ce retraité a parcouru le monde pour la compétition. « *Je peux vous dire les choses. Moi j'ai grandi avec (les Arméniens). Nos nations ne sont pas en guerre, il y a une différence entre le peuple et la politique* », confie-t-il. **Ne pas confondre les hommes et les autorités, le conseil paraît judicieux. Difficile, cependant, de le suivre. Au Haut-Karabakh, l'État est partout, et les gens nulle part.**

—

Un siècle de conflit

Le Haut-Karabakh est une enclave peuplée d'Arméniens, située dans l'ouest du territoire azerbaïdjanais.

Arméniens et Azerbaïdjanais s'en disputent la tutelle depuis plus d'un siècle.

De 1988 à 1994, le conflit se solde par la victoire de l'Arménie. **En 2020**, une **guerre de quarante-quatre jours** donne la victoire à l'Azerbaïdjan, qui a bénéficié du soutien décisif de son allié turc.

Le 19 septembre 2023, après une offensive militaire éclair, l'Azerbaïdjan pousse l'enclave séparatiste arménienne du Haut-Karabakh à déposer les armes. Les **100 000 Arméniens** de la région montagneuse fuient vers l'Arménie.

ARMENPRESS

28 novembre 2024

Aucune coopération officielle avec l'Azerbaïdjan en matière de gestion des eaux fluviales transfrontalières : Erevan réfute les propos de l'ambassadeur des États-Unis à Bakou

YEREVAN, 28 NOVEMBRE, ARMENPRESS. Les autorités arméniennes ont démenti la récente déclaration de l'ambassadeur américain en Azerbaïdjan, Mark Libby, selon laquelle l'Arménie et l'Azerbaïdjan auraient travaillé sur un plan de gestion intégrée de l'eau pour les rivières transfrontalières avec le soutien de Washington.

Après la déclaration de l'ambassadeur Libby le 12 novembre lors de la COP29, Armenpress a demandé au ministère arménien des Affaires étrangères et au ministère de l'Environnement de commenter

.Le ministère de l'Environnement a déclaré qu'il n'y avait pas de coopération officielle entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan dans la gestion de l'eau des rivières transfrontalières. « Le ministère de l'environnement a déclaré qu'il n'y avait pas de coopération officielle entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan dans la gestion de l'eau des rivières transfrontalières.

Le ministère de l'environnement a ajouté que dans le cadre du programme USAID/Arménie de gestion améliorée de l'eau, le plan 2025-2030 pour la zone de gestion du bassin sud et l'instrument de calcul de la charge de la rivière sont en cours d'élaboration.

« Deux postes d'observation hydrologique sur la rivière Akhuryan sont en cours de modernisation, et il est également prévu de moderniser le poste d'observation hydrologique d'Araks-Surmaly », a déclaré le ministère de l'environnement.

Toutefois, le ministère des affaires étrangères a déclaré que des organisations non gouvernementales des deux pays pourraient avoir eu des contacts sur la question dans le passé.

« Il n'y a pas de coopération officielle entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan dans le secteur de la gestion de l'eau des fleuves transfrontaliers. La République d'Arménie est engagée dans une coopération internationale et régionale dans les domaines de la protection de l'environnement et de la gestion des ressources en eau avec les pays parties prenantes qui se sont engagés à mettre en œuvre de manière appropriée et constructive leurs obligations découlant du droit international, y compris les conventions environnementales.

En particulier, l'Arménie coopère efficacement avec ses voisins, la Géorgie, l'Iran et la Turquie, dans le secteur de la gestion des ressources en eau transfrontalières. L'ambassadeur des États-Unis en Azerbaïdjan, Mark Libby, avait déclaré lors de la COP29 en Azerbaïdjan :

« Un groupe d'hydrologues et d'ingénieurs d'Azerbaïdjan et d'Arménie travaillent ensemble - avec notre soutien actif - sur un plan de gestion intégrée de l'eau pour les fleuves transfrontaliers ».

Published by [Armenpress](https://armenpress.am/fr/article/1206135), original at <https://armenpress.am/fr/article/1206135>

Nouvelles d'Arménie Magazine

23 novembre 2024

Hajiev : Les Arméniens ne peuvent retourner au Karabakh qu'en acceptant la citoyenneté azerbaïdjanaise selon le principe de réciprocité

Hikmet Hajiyev, assistant du président azerbaïdjanais pour la politique étrangère,

a déclaré que les Arméniens ne peuvent retourner au Karabakh qu'en acceptant la citoyenneté azerbaïdjanaise. Il en a parlé sur son microblog X, en réponse au discours du sénateur américain Ed Markey lors de la COP29 à Bakou.

Selon Hajiyev, Ed Markey « a présenté les résultats de sa visite d'une manière qui était conforme aux attentes de la communauté arménienne ».

Les sénateurs démocrates américains Sheldon Whitehouse et Ed Markey ont annoncé lors d'une conférence de presse dans le cadre de la COP29 à Bakou qu'ils soutenaient l'Arménie et ont souligné que les Arméniens du Haut-Karabakh devraient avoir le droit au retour.

Faisant référence au contenu de la rencontre avec Ed Markey, Hajiyev a présenté les griefs de la partie azerbaïdjanaise envers les États-Unis : le 907^e amendement du Congrès américain et le « soutien de l'Arménie contre l'Azerbaïdjan » depuis 30 ans, écrit l'agence Turan.

Il a également déclaré que « l'enquête sur les crimes des séparatistes, dont l'oligarque Ruben Vardanyan, aboutira à une conclusion logique et qu'ils seront traduits devant le tribunal ».

Hajiyev a également déclaré que les Arméniens du Karabakh ne peuvent demander la citoyenneté qu'individuellement -demande personnelle et individuelle- et que leur retour sera envisagé conformément aux lois de l'Azerbaïdjan.

« Cependant, cela ne peut se produire qu'avec un soutien mutuel et en parallèle avec la reconnaissance du droit au retour de la population azerbaïdjanaise d'origine qui a quitté l'Arménie », a déclaré Hajiyev.

Krikor Amirzayan

Nouvelles d'Arménie Magazine

28 novembre 2024

La Coalition mondiale soutient le

droit des Arméniens de l'Artsakh à rentrer chez eux

Une large coalition mondiale d'organisations confessionnelles et de la société civile soutient un appel public à la création d'une plateforme de négociation internationale pour faciliter, dans le cadre d'un mandat international, « le droit universellement reconnu des réfugiés arméniens de l'Artsakh à un retour collectif, protégé et digne dans leur pays d'origine ».

La déclaration commune appelle à la mise en place d'une plate-forme de négociation internationale pour l'Artsakh, l'Azerbaïdjan et d'autres parties prenantes régionales et mondiales afin de réaliser, dans le cadre d'un mandat international, le droit universellement reconnu des réfugiés arméniens autochtones de l'Artsakh à un retour collectif, protégé et digne dans leur pays d'origine.

Suite à l'épuration ethnique menée par l'Azerbaïdjan en 2023, plus de 150 000 Arméniens autochtones ont été déplacés de force de leur terre ancestrale vieille de plusieurs milliers d'années. Le nettoyage ethnique de l'Azerbaïdjan a fait suite à un blocus de dix mois qui a privé la population arménienne de la région de nourriture, de médicaments, de carburant, d'électricité et d'autres biens essentiels, au mépris flagrant du droit international.

Le « droit au retour » est un principe universellement reconnu du droit international qui garantit le droit de toute personne au retour volontaire dans son pays d'origine, indépendamment de sa citoyenneté ou de son statut. Ce droit est établi dans plusieurs traités et conventions, notamment la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966 et la quatrième Convention de Genève de 1948.

La Cour internationale de justice (CIJ) a reconnu le droit des Arméniens à retourner en Artsakh dans une ordonnance juridiquement contraignante de mesures provisoires à la suite du nettoyage ethnique de l'Artsakh, appelant l'Azerbaïdjan à « veiller à ce que les personnes qui ont quitté le Haut-Karabakh après le 19 septembre 2023 et qui souhaitent y retourner puissent le faire en toute sécurité, sans entrave et dans les plus brefs délais ».

Le 2 décembre 2023, le Parlement de l'Artsakh a créé le Comité pour la défense des droits fondamentaux du peuple de l'Artsakh afin de plaider en faveur du retour collectif, dans la sécurité et la dignité, du peuple de l'Artsakh. Ce comité

fait partie des signataires de la déclaration commune qui, en date du 27 novembre 2024, comprend :

Une demande d'action

Ambassadeur Sam Brownback

Les Amis américains du Kurdistan

Bureau anglican pour les affaires gouvernementales et internationales

Association du barreau arménien

Eparchie catholique arménienne

Organisation de la jeunesse de l'Église arménienne d'Amérique

Conseil arménien d'Amérique

Parti libéral démocratique arménien

Union évangélique arménienne d'Amérique du Nord

Union générale arménienne de bienfaisance

Centre juridique arménien pour la justice et les droits de l'homme

Comité national arménien d'Amérique

Société de secours arménienne

Fédération révolutionnaire arménienne

Fédération de la jeunesse arménienne

Union de l'Artsakh

Christian Solidarity International

Comité pour la défense des droits fondamentaux du peuple de l'Artsakh

Solidarité Copte

Diocèse de l'Église apostolique arménienne - Est des États-Unis

Diocèse de l'Église apostolique arménienne - Ouest des États-Unis

Fédération arménienne européenne pour la justice et la démocratie

Foro Artsaj de la Republica Uruguay

Foro Artsaj de la Republica Argentina

Global Christian Relief (en anglais)

Association culturelle arménienne Hamazkayin

Hellenic American Leadership Council (Conseil de direction de l'Amérique hellénique)

Hindu American Foundation

Homenetmen Armenian General Athletic Union (Union générale arménienne d'athlétisme)

Humanitarian Aid Relief Trust - HART

In Defense of Christians (Défense des chrétiens)

International Christian Concern (en anglais)

Chevaliers de Vartan

Nasarean.org

Prélature de l'Église apostolique arménienne - Est des États-Unis

Prélature de l'Église apostolique arménienne - Ouest des États-Unis

Révérénd Joel Tenney

Sauver l'Arménie

Fonds Shai

Parti démocratique social Hunchakian

Association culturelle Tekeyan

Bureau public de Zovighian

Nouvelles d'Arménie Magazine

28 novembre 2024

Le sort des observateurs de l'Union européenne au cœur des tensions entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan

La récente visite du président polonais Andrzej Duda en Arménie, marquée par une rencontre avec la mission d'observation de l'Union européenne (UE) dans la localité de Yeraskh, à la frontière du Nakhitchevan, dépasse le simple symbolisme. Cette mission, déployée depuis plusieurs mois, arrive à un moment charnière : son mandat touche à sa fin, et l'UE discute actuellement de son renouvellement, nécessitant l'accord unanime de ses États membres.

L'Azerbaïdjan s'oppose fermement à la présence des observateurs européens le long de la frontière arméno-azerbaïdjanaise. Bakou exige leur retrait, arguant que leur présence est incompatible avec le traité de paix en négociation. Le président arménien Nikol Pashinyan a récemment révélé qu'Erevan avait proposé de limiter la mission aux zones encore non délimitées, un compromis qui reflète l'influence implicite de Bakou dans cette affaire. Si cette mission est officiellement un accord bilatéral entre l'Arménie et l'UE, les réactions azerbaïdjanaises montrent à quel point leur déploiement est devenu un enjeu de négociation indirect.

Le porte-parole de l'UE, Peter Stano, avait déjà affirmé que l'Union était disposée à discuter avec Bakou, après que Hikmet Hajiyev, conseiller du président azerbaïdjanais, eut déclaré que la fin de la démarcation des frontières rendait la mission obsolète. Cette prise de position traduit le jeu stratégique de

l'Azerbaïdjan, qui voit dans cette question un levier pour maximiser ses gains diplomatiques, non seulement vis-à-vis de l'Arménie, mais aussi face à l'Union européenne.

Un épisode récent illustre les limites de la mission européenne : à Yeraskh, où une usine métallurgique devait être construite, l'Azerbaïdjan a ciblé le chantier depuis ses positions au Nakhitchevan, exigeant son déplacement plus loin de la frontière. Malgré la présence des observateurs européens, le gouvernement arménien a dû céder, finançant le déplacement de l'usine depuis le budget public. Cet événement met en lumière l'incapacité de la mission à garantir la sécurité sur le territoire souverain arménien face aux pressions militaires de Bakou. Si les observateurs ne peuvent empêcher de telles provocations, comment peuvent-ils jouer un rôle décisif sur des questions militaro-politiques plus complexes ?

L'Azerbaïdjan a également soulevé la question de cette mission devant le général Janusz Adamczak, chef de l'état-major militaire international de l'OTAN, lors de sa visite en Arménie. Pourquoi évoquer l'OTAN, une organisation officiellement non impliquée dans cette mission ? Bakou critique particulièrement la présence française au sein de la mission européenne, estimant qu'elle suscite la méfiance et pourrait préconiser un « équilibre » par l'inclusion de représentants turcs.

Ce scénario soulève des interrogations : l'Azerbaïdjan pourrait-il exploiter le nouvel accord entre Bruxelles et Erevan, qui permet à l'UE d'inclure des pays « non membres », pour pousser à l'intégration de la Turquie dans la mission ? La réaction de l'UE et de l'Arménie face à une telle proposition sera cruciale, non seulement pour l'avenir de la mission, mais aussi pour l'équilibre des relations dans la région.

Alors que l'avenir des observateurs de l'UE reste incertain, il devient évident que leur rôle dépasse la simple observation. Ils sont désormais au centre des tensions géopolitiques entre l'Arménie, l'Azerbaïdjan, et les acteurs régionaux. La mission européenne est-elle un outil efficace de stabilisation ou un simple instrument symbolique dans un jeu de pouvoir plus vaste ? La réponse déterminera son sort et, plus largement, l'évolution de la dynamique dans le Caucase du Sud.

Nor Haratch

27 novembre 2024

Les loups sont entrés dans la bergerie ...

Vue générale du monastère de Dadivank

Tous les médias azerbaïdjanais l'annoncent dans les mêmes termes et avec une même sélection de photographies, ce qui en dit long sur l'indépendance de la presse de ce pays et sur sa raison d'être : le monastère médiéval arménien de Dadivank a été livré par les autorités à la prétendue « *Communauté chrétienne albanaise des Oudis* », une officine de la propagande azerbaïdjanaise créée en 2003.

Le 5 décembre 2020, alors que le monastère était théoriquement placé sous la protection de la force « *d'interposition russe* », les membres de cette organisation s'étaient présentés à l'entrée du monastère accompagnés du photographe propagandiste Réza pour le revendiquer. La communauté monastique arménienne qui s'y trouvait alors[1] avait empêché les membres de ce groupe de célébrer une « *liturgie* » dans les églises de l'ensemble monastique[2]. Ces azéro-oudis avaient dû se contenter d'une prière récitée par l'aumônier du contingent russe[3].

Trois semaines auparavant, le 14 novembre 2020, le père Vahram Melikyan, responsable des relations avec la presse du Catholicossat de tous les Arméniens avait écrit sur sa page Facebook: « *Je vous informe que Dadivank est déjà sous le contrôle des soldats de maintien de la paix russes et n'est pas en danger. Il y a actuellement plusieurs ecclésiastiques au monastère qui continueront d'y célébrer les offices canoniques* »[4].

Le Kremlin indiquait de son côté que lors d'une conversation téléphonique tenue le 14 novembre avec Ilham Aliiev, le président russe avait souligné la nécessité de « *préserver les sanctuaires chrétiens dans les territoires que l'Arménie restituait à l'Azerbaïdjan* ».

Le 20 novembre 2020, l'agence *Armenpress* reprenait une brève de l'agence de presse russe *Ria novosti* indiquant que lors d'une consultation sur la mission

russe de maintien de la paix au Haut-Karabakh, V. Poutine avait déclaré que « *la question de la protection des monuments et des sanctuaires du Haut-Karabakh était très importante* », et que « *la participation de l'UNESCO était espérée par Moscou* ».

Le dirigeant russe avait alors déclaré « *Je voudrais particulièrement parler de la protection des monuments historiques et des sanctuaires religieux, tant arméniens qu'azerbaïdjanais.*

Cette question revêt une importance morale humaine importante. Je pense que l'implication de l'UNESCO est très attendue. Nous espérons que L'UNICEF aidera les enfants et les adolescents qui sont particulièrement vulnérables aux horreurs des conflits militaires »[\[5\]](#). Vladimir Poutine avait alors ajouté que le ministère russe des Affaires étrangères avait des instructions pour tout cela[\[6\]](#).

En mai 2021, après plusieurs mois de résistance durant lesquels quelques dizaines de pèlerins avaient pu se rendre sous escorte des Russes au monastère, la communauté monastique a été contrainte de quitter le sanctuaire[\[7\]](#).

Les Azéris avaient commencé par empêcher la venue des fidèles des régions non occupées de l'Artsakh, puis interdit la relève des ecclésiastiques qui continuaient d'y vivre et d'assurer la célébration des offices.

En 2020, Une partie du patrimoine du monastère - ses deux célèbres khatchkars, les fresques[\[8\]](#) et les cloches - avait heureusement été déposés et été emportés en Arménie où ils se trouvent en sécurité.

En septembre dernier, I. Aliev et son épouse, vice-présidente de la République et ancienne « *ambassadrice de bonne volonté* » auprès de l'UNESCO, avaient visité en conquérants le monastère comme ils l'avaient fait à la cathédrale du Saint Sauveur de tous de Chouchi.

Il est naturellement vain de rajouter quoi que ce soit à ces nouvelles, mais peut-être de conseiller au groupe des braconniers et mercenaires oudis à leur solde ces versets du chapitre 10 de l'évangile selon saint Jean :

01 « *Amen, amen, je vous le dis : celui qui entre dans l'enclos des brebis sans passer par la porte, mais qui escalade par un autre endroit, celui-là est un voleur et un bandit.* **02** *Celui qui entre par la porte, c'est le pasteur, le berger des*

brebis. 03 Le portier lui ouvre, et les brebis écoutent sa voix. Ses brebis à lui, il les appelle chacune par son nom, et il les fait sortir. 04 Quand il a poussé dehors toutes les siennes, il marche à leur tête, et les brebis le suivent, car elles connaissent sa voix. 05 Jamais elles ne suivront un étranger, mais elles s'enfuiront loin de lui, car elles ne connaissent pas la voix des étrangers. »

Un peu de lecture biblique ne pourra pas nuire à ces « néophytes », convertis de la dernière heure.

Sahak SUKIASYAN

[1] Mgr Vrtanès Abrahamian, qui n'était pas encore primat de l'Artsakh, avait alors poliment reçu et écouté Robert Mobili et Raffik Tanakari, les deux animateurs de ce groupuscule.

[2] On peut d'ailleurs se demander quel office aurait pu être célébré puisque les **Oudis ont depuis des siècles adopté le rite arménien. Voir au sujet de l'Église et de la langue des Albaniens du Caucase la discussion filmée de Bernard Outtier: https://youtu.be/uWbRZj_0XBM?feature=shared et l'article de Marion Duvauchel <https://www.eecho.fr/albanie-du-caucase-et-propagande-azerbaidjanaise/>**

[3] <https://www.mobili.az/pdf/Xudavenk-news-0566.mp4>

[4] https://www.facebook.com/story.php?story_fbid=1789790984503135&id=-1006972809451627&m_entstream_source=permalink&_rdr

[5] Il est vrai qu'il n'avait pas encore donner l'ordre d'envahir l'Ukraine, ni de bombarder ses « frères orthodoxes » et leurs sanctuaires.

[6] <https://armenpress.am/en/article/1035512> la nouvelle est également reprise par Interfax : <https://www.interfax.ru/russia/738062>

[7] <https://youtu.be/M6AUTQkWkQw?feature=shared>

[8] Une de ces magnifiques fresques est unique de par sa composition. L'iconographe y a représenté la réhabilitation de saint Nicolas de Myre, dit le taumaturge, l'un des pères du Concile de Nicée dont nous fêterons en 2025 le

1700^e anniversaire.

Pour voir les images

[Les loups sont entrés dans la bergerie ... - Nor Haratch](#)

ARMÉNIE - Pachinian : « J'ai demandé à un certain nombre de hauts fonctionnaires de quitter leurs postes »

Le Premier ministre Nikol Pachinian l'avait annoncé sur sa page Facebook :

« Chers compatriotes, compte tenu des discussions massives apparues dans la presse et sur les réseaux sociaux, j'estime nécessaire de vous informer que j'ai demandé à un certain nombre de hauts fonctionnaires de quitter leurs postes.

Les raisons qui justifient une telle demande ne sont pas personnelles, mais systémiques, dont j'ai parlé publiquement.

En même temps, je ne peux nier les mérites de nos collègues mentionnés dans le développement de notre État et je remercie chacun pour sa contribution et sa compréhension de ma demande. »

Quelques heures après cette annonce, Karen Andreassian, président du Conseil judiciaire suprême, et Sassoun Khatchatrian, président de la Commission de lutte contre la corruption, ont présenté leur démission. Ils ont été suivis, aussitôt après par le ministre de l'Administration territoriale et des infrastructures Gnel (Kenél) Sanossian, le président de la Commission d'enquête Arguichti Kyaramian, le ministre de l'Intérieur Vahe Ghazarian et le président de la Commission des recettes de l'État Roustam Badassian.

Nouvelles d'Arménie Magazine

26 novembre 2024

L'Arménie boycottera un autre sommet de l'OTSC

L'Arménie ne participera pas au sommet de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) qui se tiendra cette semaine à Astana, capitale du Kazakhstan, a déclaré lundi un haut diplomate russe.

La réunion des dirigeants de la Russie et d'autres États ex-soviétiques qui constituent l'alliance militaire dirigée par la Russie est prévue pour jeudi. Elle se tiendra juste après une session conjointe de leurs ministres des affaires étrangères et de la défense et des secrétaires de leurs conseils de sécurité.

« Malheureusement, nos collègues arméniens ont refusé de participer en personne à cet événement », a déclaré Viktor Vasiliev, ambassadeur russe au siège de l'OTSC à Moscou, à l'agence de presse RIA Novosti. Toutefois, ils ne s'opposent pas aux documents qui doivent être adoptés dans ce que l'on appelle le « format limité ».

Le bureau du premier ministre Nikol Pashinian n'a pas immédiatement confirmé l'annonce. Une porte-parole du ministère arménien des affaires étrangères a déclaré à l'agence de presse Armenpress que le ministre des affaires étrangères, Ararat Mirzoyan, ne se rendrait pas à Astana pour la réunion.

L'Arménie a commencé à boycotter les réunions de haut niveau, les exercices militaires et d'autres activités de l'OTSC à l'automne dernier, avant d'annoncer la suspension effective de son adhésion à l'organisation. Cette décision reflétait une détérioration plus générale des relations russo-arméniennes. L'administration de M. Pashinian a cherché à réorienter l'Arménie vers l'Occident en réponse à ce qu'elle considère comme un manquement de la Russie et de l'OTSC à leurs engagements en matière de sécurité vis-à-vis de l'État du Caucase du Sud.

M. Pashinian a déclaré en septembre que les relations d'Erevan avec ses anciens alliés soviétiques atteindraient probablement le « point de non-retour » parce que l'OTSC représente une menace existentielle pour son pays. Le ministère russe des affaires étrangères a rejeté cette affirmation, arguant que M. Pashinian veille toujours à ne pas quitter l'alliance.

De hauts fonctionnaires russes ont déclaré à plusieurs reprises ces derniers mois que les puissances occidentales ne pouvaient offrir aucune alternative viable à la sécurité et au développement économique de l'Arménie. L'ambassadeur russe à Erevan, Sergei Kopyrkin, a réitéré ce point dans une interview accordée au

quotidien moscovite Izvestia et publiée plus tôt ce lundi.

M. Kopyrkin a également déclaré : « La Russie reste attachée à son obligation d'assurer la sécurité de l'Arménie, tant sur le plan bilatéral que dans le cadre de l'OTSC.

Nouvelles d'Arménie Magazine

26 novembre 2024

Retour sur l'affaire de l'ancien responsable du Karabakh condamné par un tribunal d'Arménie

Alors qu'une vingtaine au moins d'Arméniens du Karabakh, anciens responsables politiques et militaires, mais aussi prisonniers de guerre et simples civils, détenus en Azerbaïdjan depuis la reconquête du territoire arménien rebelle par l'armée azérie fin septembre 2023, attendent le simulacre de procès que leur réserve la justice de Bakou, un autre ancien responsable du Karabakh a été condamné quant à lui vendredi 22 novembre par un tribunal d'Arménie où il s'était réfugié, comme l'ensemble de la population arménienne du Karabakh, chassée de sa terre ancestrale par l'offensive décisive de l'armée azérie. Mais cet ancien responsable du Karabakh avait quitté la région bien après l'exode de sa population arménienne, alors qu'elle était depuis des mois sous le contrôle des autorités de Bakou, ce qui lui a valu de fortes suspicions d'intelligence avec l'ennemi, et une condamnation à une peine de 18 ans d'emprisonnement. Sargis Galstian et son épouse figuraient au nombre des quelques dizaines d'Arméniens du Karabakh qui n'avaient pas pris en toute hâte le chemin de l'Arménie après l'offensive militaire azérie des 19-20 septembre 2023 avec les 100 000 Arméniens au moins restés dans le territoire depuis la défaite arménienne face à l'Azerbaïdjan dans la guerre

de l'automne 2020. Le couple est arrivé en Arménie via le corridor de Latchine, que les Azéris avaient verrouillé depuis le 12 décembre 2022 en imposant un blocus drastique à la population arménienne qui ne sera autorisée à l'emprunter que fin septembre 2023 dans la direction de l'Arménie et sans perspective de retour. Galstian avait été arrêté et accusé d'espionnage le lendemain même de son arrivée. Les autorités arméniennes n'ont fourni que peu de détails concernant les accusations portées contre lui, se contentant de faire savoir qu'il aurait reconnu avoir travaillé pour les services de sécurité de l'Azerbaïdjan, pendant et après la guerre de 2020 du Karabakh. L'avocat de Galstian, Aleksandr Kochubayev, avait indiqué en juin que son client était revenu sur ses aveux d'espionnage dont il affirmait qu'ils lui avaient été extorqués sous la contrainte. Kochubayev avait précisé que les agents procédant à l'interrogatoire auraient menacé de tuer son client et d'arrêter son épouse et ses enfants s'il refusait de plaider coupable des faits qui lui étaient reprochés. Le Comité d'enquête d'Arménie a balayé du revers de la main de telles allégations. Selon l'avocat, l'instance judiciaire n'aurait fourni aucune preuve des crimes dont est accusé Galstian. Le procès de Galstian s'est tenu à huis clos. Kochubayev a annoncé qu'il ferait appel après le verdict. Galstian est un vétéran de la première guerre du Karabakh de 1991-1994 et a occupé différents postes à responsabilité au Karabakh dans les décennies qui ont suivi. Sa décision de rester à Stepanakert a alimenté les spéculations quant à son éventuelle collaboration avec les autorités de l'Azerbaïdjan. Galstian n'a d'ailleurs pas expliqué publiquement cette décision pour le moins étrange. Il n'a pas expliqué non plus clairement pourquoi il s'était finalement décidé à quitter le Karabakh. Galstian et son épouse avaient été escortés jusqu'à une frontière arménienne très sensible et hermétique dans l'attente d'un traité de paix toujours en négociations entre Bakou et Erevan par des employés du Comité international de la Croix rouge (CICR). Une porte parole du CICR à Erevan avait indiqué en avril qu'il avait aussi aidé plus d'une cinquantaine d'autres Arméniens du Karabakh restés pour différentes raisons dans le territoire à le "quitter volontairement pour l'Arménie" depuis octobre 2023.

Nouvelles d'Arménie Magazine

28 novembre 2024

Un livre révèle 8 000 lettres de survivants arméniens survivants des massacres turcs de 1890, par Harout Sassounian

Je viens de recevoir le premier volume d'un livre précieux publié à Erevan en 2021, qui rend publiques pour la première fois quelques-unes des 8 000 lettres manuscrites de survivants des massacres turcs de 1894-1896 de **300 000 Arméniens en Arménie occidentale (l'actuelle Turquie), organisés par le sultan Abdul Hamid II.**

Ce livre unique, écrit par Vera Sahakyan et publié par le Matenadaran, le dépôt de manuscrits et de documents anciens d'Erevan, reproduit les témoignages de 200 survivants arméniens des massacres turcs des 28 villages de la province de Bulanekh, dans la région de Moush, qui avaient fui vers l'Arménie orientale. Ces lettres déchirantes ont été envoyées au Catholikos de tous les Arméniens, Mkrtich Khrimian (1893-1907), connu sous le nom attachant de Khrimian Hayrig, situé à Etchmiadzine, siège de l'Église apostolique arménienne, pour lui demander de les aider à subvenir à leurs besoins essentiels en matière de nourriture et de logement.

Les lettres des survivants arméniens ont été conservées pendant plusieurs décennies dans les archives d'Etchmiadzine, puis transférées à Matenadaran. L'auteur prévoit de publier plusieurs autres volumes à l'avenir pour couvrir le reste des 8 000 lettres. De nombreuses lettres du premier volume ont été traduites en anglais par Lucine Minasian.

Voici quelques extraits des lettres écrites au Catholikos par les survivants arméniens des massacres turcs de 1894-96 :

— Le 29 octobre 1896, Yeghiazar Hagopian, un réfugié du village de Kakarlu (Mush) de Bulanekh, écrit : « J'ai pu fuir les massacres barbares des Kurdes. En plus de nous piller totalement, ils ont assassiné mon fils, et j'ai échappé de justesse, ne perdant que les doigts de ma main droite. Cela fait déjà quatre mois que j'erre ici en demandant l'aumône... Ma famille, affamée et nue, m'attend impatiemment au pays. Je vous prie de m'accorder au moins un peu d'argent pour le voyage ».

— Le 14 octobre 1894, Mardiros Mouradian, un habitant du village de Khoshgaldi dans le Bas-Boulanekh, écrit : « Les Tadjiks [Turcs] illégaux ont attaqué ma lamentable et pauvre famille en nous frappant avec des pierres d'une part, et en tirant mortellement sur mon fils de 20 ans d'autre part. Ils ont pillé toute ma fortune et nous ont même déshabillés ».

— Le 11 juillet 1895, le curé Hovhannes Der Bedrossian du village de Molahkant à Mush écrit : « Attaqués par les Kurdes et les troupes hamidiennes, nous avons abandonné nos maisons et nos biens et nous nous sommes enfuis secrètement en Russie pour survivre. Aujourd'hui, nous errons, pauvres, délirants, affamés... privés d'un seul morceau de pain sec ».

— Le 2 janvier 1896, Hagop Levoniants, du village de Bulanekh à Liz, écrit : « Notre intention est l'autodéfense - nous vous demandons de nous libérer, nous, notre peuple et notre patrie, du joug de fer des Turcs. Donnez-nous quelques armes pour que nous puissions aller rejoindre nos huit amis qui nous écrivent lettre après lettre, nous demandant de les rejoindre bientôt ».

— Le 13 janvier 1897, Mkrtich Haroutyounyan, du village de Khristam Kadouk à Bulanekh, écrit : « Nous avons à peine survécu aux atrocités... et nous nous sommes libérés des griffes impitoyables du furieux gouvernement ottoman.... J'implore quelques chiffons et quelques roubles pour couvrir mes frais de voyage, afin de protéger ma famille du gel et d'assurer sa subsistance quotidienne pendant l'hiver ».

— Le 30 septembre 1895, Yaghush Mkrtichian (cinq personnes) et Yalduz Mardirosian (six personnes), deux veuves de familles réfugiées du village de Kharakhlo (Mush) de Bulanekh, écrivent : « Nous sommes toutes deux veuves depuis près de deux ans, car les chefs [de nos familles] ont été tués par les Kurdes. Effrayées, nous nous sommes réfugiées ici. Ils ont pris tout ce que nous possédions. Ils n'ont rien laissé, ni bétail, ni biens.

— Le 15 mars 1894, Baghdasar Margosian, du village de Keakarlou (Mush), écrit : « Après avoir subi de nombreuses tortures et souffrances, nous avons à peine pu échapper à la mort. Le directeur illégal nous a libérés de la prison en exigeant 80 pièces d'or. Ensuite, ils ont pillé tous mes biens mobiliers et immobiliers et ont emprisonné de force mon fils ».

— Le 17 juillet 1895, Sahag Garabedian, du village de Hamzasheikh, dans la province de Bulanekh, écrit : « En raison de la barbarie commise par le gouvernement et les Turcs, nous avons quitté notre patrie et fui en Russie. Mon père est mort. Nous sommes maintenant cinq, y compris ma vieille mère. Actuellement, ma famille vit dans une hutte avec des poux dans le village

d'Armidlu ».

— Le 19 avril 1894, le prêtre Mateos Der Kevorkian du village de Bulanekh et Sahag Serovpian du village de Karakilise écrivent : « Depuis septembre 1893, les Kurdes et les Turcs de Turquie torturent intensément nos Arméniens et les oppriment. Ils ont pillé notre blé récolté. Ils pillent notre blé entreposé. La nuit, ils commettent l'adultère avec nos femmes et les tuent. Lorsque les travailleurs arméniens reviennent de l'étranger, ils volent leur argent et leurs maisons et les tuent. Dix-huit familles du village de Hamzasheikh ont été converties de force à la religion turque. Trois d'entre elles ont été tuées et un ordre a été donné de pendre 28 personnes.... Les effendis et les aghas demandent de force 40 à 50 pièces d'or aux paysans arméniens ou les tuent. Le prélat Nercess a été condamné à deux ans de prison. Ils lui ont réclamé de force 450 pièces d'or qui ont été collectées en passant une assiette [à l'église] et maintenant il est en prison. Les Effendis et les Aghas s'emparent par la force des villages arméniens, blessent et torturent les gens.... ».

Ce livre est précieux parce qu'il

- 1) Il documente les massacres d'Arméniens de 1894-96 à travers les témoignages des survivants ;
- 2) Il donne aux Arméniens d'aujourd'hui la possibilité de retrouver les noms de leurs ancêtres qui vivaient en Arménie occidentale ;
- 3) révèle que certains villages méconnus de la région étaient effectivement habités par des Arméniens.

Harut Sassounian

TheCaliforniaCourier.com

Nouvelles d'Arménie Magazine

25 novembre 2024

Le téléphérique « TaTever » dans la région de Syunik en Arménie a

été reconnu pour la troisième fois comme le meilleur téléphérique du monde

Le téléphérique « *TaTever* » du monastère de Tatev dans la région de Syunik au sud de l'Arménie, a remporté pour la troisième fois l'un des prix internationaux les plus prestigieux dans le domaine du tourisme, lors des World Travel Awards 2024. Il remporte cette année encore la catégorie « *premier téléphérique au monde* ».

Le téléphérique arménien a été reconnu comme le meilleur du monde, battant la Bolivie, le Brésil, le Vietnam, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis et l'UA. « *TaTever* » avait déjà gagné deux fois dans cette catégorie en 2021 et 2023.

Selon les résultats du vote ouvert, la victoire de « *TaTever* » a été annoncée le 24 novembre lors de la cérémonie officielle de remise des prix des World Travel Awards 2024 sur l'île de Madère, au Portugal.

Les World Travel Awards sont souvent appelés les « *Oscars du tourisme* ». Elle a été fondée en 1993. et a depuis lors servi de référence pour des réalisations importantes dans l'industrie du voyage et de l'hôtellerie.

« Remporter un prix aussi prestigieux pour la troisième fois prouve qu'en Arménie nous disposons d'une infrastructure touristique unique à l'échelle mondiale, qui d'une part contribue au développement de la région et de son potentiel touristique, et d'autre part présente les atouts du pays et l'immense héritage spirituel et culturel du peuple arménien.

C'est la deuxième année que mon père n'a pas eu l'occasion de recevoir personnellement ce prix et de poursuivre ses projets caritatifs et humanitaires, car il est détenu illégalement dans la prison de Bakou et mettra en œuvre de nouveaux projets », a déclaré Davit Vardanyan, le fils de Ruben Vardanyan, qui a réalisé le projet de téléphérique « *Tatever* ».

Krikor Amirzayan

25 novembre 2024

La nouvelle constitution arménienne n'a toujours pas été discutée par le groupe gouvernemental

Six mois après avoir été chargé par le Premier ministre Nikol Pashinian de rédiger une nouvelle constitution pour l'Arménie, un groupe spécial du gouvernement ne s'est toujours pas réuni pour discuter de la question, a déclaré un haut fonctionnaire vendredi.

Le Conseil de réforme constitutionnelle a été créé par M. Pashinian en 2022 dans le but initial de proposer des amendements à l'actuelle constitution arménienne.

Il a modifié le mandat du conseil en mai de cette année, déclarant qu'il devait rédiger une « nouvelle constitution » à partir de zéro avant janvier 2027. Cette décision intervient alors que les dirigeants azerbaïdjanaïses continuent de subordonner la signature d'un traité de paix avec l'Arménie à une modification de la constitution arménienne qui, selon eux, contient des revendications territoriales à l'égard de l'Azerbaïdjan.

Bakou souhaite en particulier qu'Erevan supprime un préambule constitutionnel qui mentionne la déclaration d'indépendance de l'Arménie de 1990, laquelle cite à son tour un acte d'unification de 1989 adopté par les organes législatifs de l'Arménie soviétique et de l'Oblast autonome du Haut-Karabakh. La seule façon légale de le faire est d'adopter une constitution entièrement nouvelle par le biais d'un référendum.

Tout en réfutant les affirmations de l'opposition selon lesquelles il cède à la pression azerbaïdjanaïse, M. Pashinian a envoyé des signaux contradictoires quant à sa volonté d'accepter les exigences de Bakou. Il a rejeté ces demandes le

13 novembre, avant d'intensifier ses critiques à l'égard de la déclaration de 1990 le lendemain.

« Le Conseil n'a pas encore discuté du projet de nouvelle constitution », a déclaré le vice-ministre de la Justice, Tigran Dadunts, dans une déclaration écrite au service arménien de RFE/RL. "Il n'a pas non plus discuté de la question du préambule de la constitution.

M. Dadunts n'a pas précisé quand le groupe commencerait à travailler sur le document. Le groupe était dirigé par l'ancien ministre de la Justice, Grigor Minasian, jusqu'à sa démission il y a environ deux mois. Srбуhi Galian, le successeur de Minasian nommé en début de semaine, est devenu automatiquement son nouveau président. Le ministère de la justice n'a pas voulu dire vendredi si M. Galian prévoyait de convoquer prochainement une nouvelle réunion du Conseil.

M. Minasian a déclaré en août que le référendum sur la nouvelle constitution aurait probablement lieu en 2027, après les prochaines élections législatives prévues en juin 2026. Daniel Ioannisian, un activiste civique siégeant au Conseil, a suggéré vendredi qu'il pourrait bien se tenir plus tard.

« Le concept [de la nouvelle constitution] et le projet lui-même devront être approuvés par les deux tiers du prochain parlement », a expliqué M. Ioannisian. "Qui représentera les deux tiers du prochain parlement ? Qui peut le prédire ? Personne ».

Un autre membre du panel, le politicien Edmon Marukian, a affirmé que l'administration de M. Pashinian ne parviendrait pas à promulguer la nouvelle constitution.

« Dans tous les domaines, elles [les autorités] fixent des objectifs, des délais pour certains projets, mais ne les respectent pas », a déclaré M. Marukian, qui se dit aujourd'hui dans l'opposition à M. Pashinian. « Je pense donc que ce processus échouera lui aussi ».

Nouvelles d'Arménie Magazine

29 novembre 2024

Les Arméniens ne sont pas originaires des Balkans et les Arméniens de Sassoun n'ont pas de racines assyriennes suite aux découvertes des travaux sur le génome des Arméniens

En Arménie a eu lieu la présentation du travail scientifique « *La première étude du génome complet de la population arménienne* », qui sera publié dans la revue « *The American Journal of Human Genetics* ».

Les ancêtres des Arméniens, qui vivaient historiquement dans les hauts plateaux arméniens, sont traditionnellement considérés comme des colons phrygiens venus des Balkans. Cependant, la première étude du génome complet de la population arménienne réfute cette vision séculaire des historiens et des linguistes. Les généticiens ont réfuté un autre mythe lié à l'origine des Arméniens, qui fait référence aux affirmations sur les racines assyriennes des Arméniens de la région de Sassoun.

Dans une conversation avec News.am, docteur en sciences biologiques, professeur, chef du laboratoire d'ethno-génomique moléculaire de l'Institut de biologie moléculaire de l'Académie nationale des sciences d'Arménie, Levon Episkoposyan a détaillé le temps qu'il a fallu pour mener à bien la recherche.

« L'ouvrage a été publié il y a 4 jours, la version électronique de cet ouvrage a été publiée lundi soir et sera publiée dans le magazine en janvier. Le travail est conjoint avec nos partenaires, principalement avec nos collègues de l'Université de Cambridge, avec des collègues de l'Université de Dublin, ainsi qu'avec d'autres partenaires de la plateforme internationale. Le travail a un point de vue historique, génétique et bio-informatique, car pour la première fois nous étudions

un gène complet, il a un caractère ethnique. Nous bénéficions également de la coopération de deux partenaires de Corée du Sud, qui nous ont beaucoup aidés dans la mise en œuvre des travaux de bio-informatique » indique Levon Episkopistan. Ce dernier a déclaré que l'enquête avait commencé il y a environ 10 ans.

« Le travail fait principalement référence à la cartographie génétique de l'Arménie historique. Il s'agit du premier travail fondamental à partir duquel commence la cartographie et les bases sont également posées pour le démarrage du grand projet « Génome arménien ».

A la question de savoir comment avait commencé la coopération avec les partenaires internationaux, Levon Yepiskoposyan affirme que l'Arménie avait à la fois une position géographique intéressante et une histoire intéressante et unique, qui a attiré les partenaires internationaux. *« Géographiquement, nous sommes à la croisée des chemins, car les chemins de toutes ces migrations passaient par le plateau arménien, et celui-ci a toujours été le « carrefour » des migrations de l'âge de pierre, du nouvel âge de pierre et de l'âge du bronze. »*

Il affirme que *« Carrefour signifie qu'ils sont non seulement venus et passés, mais qu'ils sont restés ici. Et l'Europe a été habitée plusieurs milliers d'années plus tard, l'influence des agriculteurs a été si forte qu'ils sont venus remplacer les principaux habitants, c'est-à-dire qu'ils sont passés par notre région, et leurs traces sont restées ici. Le patrimoine génétique arménien contient différentes couches, en ce sens nous sommes une archive. S'ils veulent approfondir les racines de leur histoire génétique, ils devraient venir étudier les Arméniens, car ils ne disposent pas de cela. »*

Selon le professeur, le gène arménien est également intéressant dans le sens où il a pu conserver sa pureté pendant longtemps. *« Bien qu'il y ait eu des mouvements significatifs après le Néolithique, seule la partie occidentale de notre pool génétique a changé de seulement 20 à 30 %, tandis que la partie orientale est restée inchangée. »*

A la question de savoir comment ils avaient trouvé 400 Arméniens venus du même endroit pour l'échantillonnage, Levon Episkoposyan a répondu qu'ils avaient commencé avec les pièces présentées de manière fiable. Il continue *« En d'autres termes, il est clair qu'il y a des gens d'Artsakh en Artsakh, des gens de Syunik au Syunik, dans le cas de Lori, nous devrions être plus prudents, car la plupart d'entre eux ont quitté l'Artsakh il y a plusieurs siècles, c'est-à-dire nous devons y*

filtrer pendant longtemps.

A Martouni, on sait que les Arméniens sont d'Alashkert, on y est allé, on est allé à Gavar parce qu'ils sont de Bayazet, on savait où les originaires de Van et de Mouch se sont réinstallés. Nous avons étudié non seulement les Arméniens, mais aussi les Yézidis et les Assyriens pour comparer. Afin de découvrir notre unicité, nous devons également avoir une image génétique des peuples apparentés. Nos donneurs sont des personnes âgées car leurs parents sont nés à cette époque. Nous avons une participante qui est une femme centenaire de Philadelphie ».

Faisant référence au déni du lien entre les peuples des pays balkaniques et les Arméniens, dans son travail, le professeur a expliqué comment et dans quelles circonstances ils sont arrivés à cette affirmation. *« Lorsque nous avons commencé ce travail, son objectif principal était de caractériser la diversité du génome arménien, la diversité du pool génétique. Ce travail a commencé il y a 25 ans, mais à l'époque où nous étudions uniquement le chromosome Y paternel ou l'ADN mitochondrial maternel, ils ne décrivent clairement qu'une infime fraction de notre diversité. La collecte d'échantillons d'ADN n'a pas été effectuée par des donneurs aléatoires, mais elle nécessite un travail assez sérieux et à long terme, les participants devaient être uniquement des Arméniens dont les ancêtres venaient tous du même endroit. Le travail sur toute ethnie concerne d'abord son origine, ses relations, ses contacts avec les peuples voisins.*

Pour nous, le lien avec les peuples des pays des Balkans n'est pas fondé, car il n'existe aucune source, aucune mention. En fait, cela a éveillé des soupçons. Nous testons cette hypothèse depuis 2000, toujours de manière maternelle et paternelle. Nous réfutons déjà sûrement cette théorie faible, qui prévaut malheureusement dans l'historiographie. Nous avons pris les différentes couches historiques, c'est-à-dire qu'en aucun cas nous n'avons trouvé de parallèles, de connexions génétiques, de similitudes » affirme le professeur Levon Episkoposyan.

A la question de savoir si les Arméniens ne sont pas issus des peuples des pays des Balkans, alors d'où venaient-ils et quand vivaient-ils sur les hauts plateaux arméniens, Levon Episkoposyan a répondu que les racines des Arméniens sont assez profondes.

« Nos racines biologiques se réfèrent à 3 sources : les chasseurs caucasiens qui vivaient ici il y a 40 à 50 000 ans, puis une nouvelle vague est arrivée il y a environ 10 000 ans, qui étaient des agriculteurs, qui ont

atteint le plateau arménien depuis le Moyen-Orient. Il s'est avéré que ce canal était assez puissant et qu'aujourd'hui, environ 60 % de notre pool génétique est le pool génétique de ce canal. En d'autres termes, notre patrimoine génétique représente environ 60 à 70 % du patrimoine génétique des agriculteurs du Moyen-Orient, 30 à 40 % du patrimoine génétique indigène du Caucase et quelques pour cent sont européens, ce qui était soit à l'époque d'Alexandre le Grand ou pendant l'Empire romain. Cependant, il n'y a ici aucune trace turque ou arabe. L'étude du génome complet semble apporter la réponse définitive : notre patrimoine génétique a effectivement été épargné par ces contacts génétiques. Ils se sont peut-être produits, mais notre patrimoine génétique ne les a pas acceptés. »

Le professeur Levon Episkoposyan a également rejeté un autre point de vue en affirmant que les Arméniens de la région de Sassoun ne sont pas d'origine assyrienne.

« Il n'existe encore une fois pas de données aussi fiables sur les habitants de Sassoun. Si lorsqu'on parle des Arméniens, ils s'appuient sur 3 lignes d'Hérodote, alors dans le cas des Arméniens de Sassoun, cette information est plus étendue. L'information part de la Bible, où il est écrit que les princes héritiers assyriens ont fui après le meurtre de leur père, sont venus dans cette région, il est dit « montagnes Ararat », qu'est-ce que c'est, est-ce Sassoun ? il n'y a aucune précision. Sur cette base, ils sont arrivés à la conclusion que les habitants venaient d'Assyrie.

C'est difficile à vérifier, car il n'existe pas beaucoup de sources historiques à ce sujet et nous n'avons pas non plus la possibilité de le vérifier. La seule façon est la source qui est écrite dans nos gènes, c'est-à-dire l'information qui est écrite dans les gènes, nous voyons qu'en ayant des données provenant à la fois des pools génétiques assyriens, arméniens et de la région de Sassoun, nous voyons que le pool génétique des Arméniens de Sassoun ne diffère nullement du pool génétique arménien. La différence est qu'il y a quelques milliers d'années, le patrimoine génétique des Arméniens de Sassoun a fortement diminué. Cela était dû au fait qu'ils devaient quitter des conditions plus favorables pour vivre dans des régions plus élevées. La seule façon de le vérifier est la voie génétique ».

Krikor Amirzayan

EUROPE - FRANCE

Nor Haratch

20 novembre 2024

SAINT-DENIS - Cérémonie religieuse en mémoire du roi Léon V de Lusignan, dernier roi d'Arménie (Cilicie)

[**SAINT-DENIS - Cérémonie religieuse en mémoire du roi Léon V de Lusignan, dernier roi d'Arménie \(Cilicie\) - Nor Haratch**](#)

Nor Haratch

20 novembre 2024

Paris convoque l'ambassadrice d'Azerbaïdjan après des « propos inacceptables » de Bakou

L'ambassadrice d'Azerbaïdjan en France, Leyla Abdullayeva

Le ministère français des Affaires étrangères a annoncé avoir convoqué mardi 19 novembre l'ambassadrice d'Azerbaïdjan en France, Leyla Abdullayeva, après des « propos inacceptables » de Bakou tenus lors de la COP29 sur le climat qui se déroule dans le pays.

« Cette convocation fait suite aux propos inacceptables tenus à l'encontre de la France et des Européens par les autorités azerbaïdjanaises dans le cadre de la COP29 et en conséquence desquels la ministre de la Transition écologique (...) Agnès Pannier-Runacher a dû annuler sa participation à cette conférence des Nations unies », affirme dans un communiqué le Quai d'Orsay, pour qui « les agissements hostiles de l'Azerbaïdjan doivent cesser ». ■

Nouvelles d'Arménie Magazine

26 novembre 2024

Clash climatique entre Berlin et Bakou : le bras de fer Baerbock-Hajiyev

Sur la scène virtuelle de "X", autrefois Twitter, un nouvel accrochage diplomatique a opposé Annalena Baerbock, la ministre allemande des Affaires étrangères, à Hikmet Hajiyev, le porte-voix de la dictature azerbaïdjanaise. À l'origine de la querelle ?

La COP29, récemment tenue à Bakou, et des divergences tranchées sur la gestion du financement climatique. Dimanche, Baerbock a décoché une flèche bien sentie contre la présidence azerbaïdjanaise de la COP :

« Nous ne laisserons pas les pays les plus pauvres se faire voler par de nouveaux émetteurs riches avec le soutien de la présidence. » Une pique qui n'a pas laissé indifférent Hajiyev, toujours prompt à défendre le blason de son chef, Ilham Aliyev. Dans un long message sur la même plateforme, Hajiyev a tenté de renvoyer l'ascenseur, non sans amertume : « Malheureusement, M^{me} Baerbock semble confondre élections allemandes et diplomatie multilatérale. » Le conseiller du

régime azerbaïdjanais, visiblement irrité, a accusé l'Allemagne de leadership en déclin et taclé l'absence remarquée d'Ursula von der Leyen et d'Olaf Scholz à Bakou.

Derrière cette joute verbale, la bataille des narratifs : Bakou veut présenter cette COP comme une « percée historique », marquée par l'adoption d'un nouvel objectif financier. Berlin, elle, semble douter de la sincérité d'un régime accusé de détourner les priorités mondiales pour ses propres intérêts. Sous les projecteurs de la scène climatique, ce clash entre Berlin et Bakou illustre une fracture géopolitique plus large, où chaque mot compte et où l'image prime sur les faits. Hajiyev, en défenseur zélé d'un président qui brille surtout par son autoritarisme, a peut-être voulu sauver la face. Mais Baerbock, fidèle à son style direct, a planté un drapeau clair : la lutte contre le changement climatique ne sera pas un prétexte à l'impunité des régimes opportunistes. Une chose est sûre, la COP29 n'aura pas seulement été une affaire de chiffres et de CO₂. Le clash Baerbock-Hajiyev en a fait une arène politique de plus.

Paul Nazarian

Nouvelles d'Arménie Magazine

25 novembre 2024

L'UE va-t-elle arrêter sa mission d'observation en Arménie ? Le conseiller du responsable Markus s'exprime

Il n'y a pas de décision concernant la prolongation de la mission de l'UE en Arménie, a déclaré Marek Kubersky, un proche conseiller de Markus Ritter, le chef de la mission d'observation de l'UE en Arménie, lors d'une conversation avec News.am.

« Nous y travaillons. Nos collègues de Bruxelles le préparent en consultation avec

toutes les capitales de l'UE, car les 27 membres de l'UE prendront la décision. Nous avons déjà eu des consultations avec les autorités de la République d'Arménie à Yerevan et avec les organisations de la société civile arménienne. Alors maintenant, la décision concernant notre avenir est prise. Notre mandat expire le 19 février 2025, nous devons donc décider quoi faire ensuite », a-t-il déclaré.

À la question : quelle est la raison pour laquelle l'Azerbaïdjan exige le retrait des observateurs de l'UE d'Arménie, qui s'inquiète de la présence d'observateurs, Marek Kubersky a répondu « *Nous souffrons de ces attaques médiatiques de la part de l'Azerbaïdjan. Nous n'avons aucun lien direct avec la partie azerbaïdjanaise, donc c'est parfois difficile à expliquer, mais nous essayons certainement d'expliquer que notre mandat est de contribuer, de créer un monde meilleur et un environnement plus sûr pour que les gens contribuent à réduire les incidents à la frontière afin d'augmenter le sentiment de sécurité des personnes vivant à la frontière, en essayant de contribuer au renforcement de la confiance entre les autorités et la population arménienne. C'est notre objectif, c'est ce que nous faisons. Nous sommes une mission civile, non armée, qui surveille la situation à la frontière et en rend compte à notre commandant de mission civile à Bruxelles. »*

Krikor Amirzayan

RUSSIE

Nouvelles d'Arménie Magazine

29 novembre 2024

Poutine justifie une fois encore la non-intervention de l'OTSC en faveur de son allié arménien, qui n'aurait pas été visé par une agression étrangère

S'exprimant lors d'une conférence de presse jeudi 28 novembre 2024 à l'issue du sommet de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) qu'il présidait à Astana, au Kazakhstan, le président russe Vladimir Poutine est revenu sur la question lancinante des relations tendues avec l'Arménie, membre désormais très théorique de l'alliance militaire dirigée par la Russie qui était absente de ce sommet, comme de tous les autres sommets, rencontres et exercices militaires qu'elle boycotte depuis plus d'un an en réaction au manque de solidarité manifesté par ses alliés de l'ex-URSS dont elle demandait l'assistance face aux attaques répétées, depuis la guerre du Karabagh de l'automne 2020, de l'armée de l'Azerbaïdjan.

Si l'Arménie avait daigné se faire représenter par son ambassadeur en Russie à une réunion préparatoire de ce sommet à Moscou le 14 novembre, sous l'égide du ministre russe des affaires étrangères Sergueï Lavrov, auquel le diplomate arménien participait aux côtés de ses homologues de Biélorussie, du Kazakhstan, du Kirghyzstan et du Tadjikistan, elle a pratiqué à Astana encore la politique de la chaise vide, s'attirant les critiques désabusées et condescendantes de Poutine, qui a souligné que l'Arménie n'avait pas été visée par une agression étrangère, dans l'objectif de contrer l'argumentaire déployé par Erevan pour justifier ses critiques à l'encontre de l'OTSC et le gel de son adhésion à l'alliance militaire que le premier ministre arménien Nikol Pachinian a officialisé en début d'année et confirmé par son absence au sommet dans la capitale kazakhe.

“Je pense que la situation actuelle avec l'OTSC relève plus probablement des processus politiques internes en Arménie même, et bien sûr, tout cela a un lien

avec les conséquences de la crise dans le Karabakh”, a déclaré le président russe devant les journalistes.

“Je veux souligner que l’OTSC n’a rien à voir avec tout cela ”, a poursuivi Poutine en commentant toujours le boycott du sommet par le dirigeant de l’Arménie, qu’il ne désespère pas de voir réintégrer, tôt ou tard, le giron de l’alliance militaire qu’il dirige.

“Ce qui s’est produit n’a rien à voir avec l’OTSC car il n’y a pas eu d’agression étrangère contre l’Arménie elle-même », a poursuivi le président russe avec une mauvaise foi manifeste, dans la mesure où les forces armées azéries occupent quelque 200 km² du territoire souverain de l’Arménie après la série d’offensives qu’elles ont menées dans les zones frontalières arméniennes depuis la guerre de 2020, et notamment celle particulièrement violente de septembre 2022 contre laquelle Erevan a demandé en vain l’aide de l’OTSC, qui n’a même pas voulu reconnaître l’agression de Bakou et a laissé le champ libre à une médiation des Etats-Unis pour mettre un terme aux combats.

“L’OTSC est supposée défendre ses Etats membres contre une agression extérieure ”, a insisté Poutine en réservant un argument certes légitime aux regards des statuts de l’alliance militaire russe lorsque l’armée azérie attaquait le Karabakh, d’autant que Pachinian lui-même reconnaissait qu’il faisait partie de l’Azerbaïdjan, mais qui ne tient pas dès lors que le territoire souverain de l’Arménie est agressé par son voisin azéri - qui n’est pas membre de l’OTSC même s’il revendique des relations toujours plus cordiales avec la Russie et ses autres membres -, sauf à laisser entendre qu’on ne peut pas parler de territoire souverain de l’Arménie tant que celle-ci n’en aura pas défini les contours, en délimitant ses frontières avec l’Azerbaïdjan et en concluant avec son voisin un accord de paix durable.

“Les évènements survenus au Karabakh ont leurs caractéristiques propres : l’Arménie n’avait pas reconnu le Karabakh comme un Etat indépendant et n’avait de toute évidence pas inclus le Karabakh dans son périmètre.

Cela implique que tout ce qui s’est produit dans le Karabakh n’avait aucun lien légal avec l’Arménie.

Aussi, il semble plutôt étrange qu’on attende de l’OTSC qu’elle combatte sur le territoire de cette enclave ”, a poursuivi Poutine. Le président russe s’est bien

gardé donc d'évoquer les attaques menées par l'Azerbaïdjan dans les zones frontalières de l'Arménie après la guerre de 2020 au Karabakh, à laquelle sa médiation avait mis un terme avec l'accord de cessez-le-feu du 9 novembre en vertu duquel une force de paix russe était censée protéger ce qu'il restait du Karabakh arménien après la victoire écrasante de l'armée de Bakou soutenue par la Turquie.

L'Arménie en avait appelé à l'aide militaire de la Russie et de ses autres alliés de l'OTSC, avec une insistance accrue face à la violence de l'offensive azérie de septembre 2022. Pachinian les avait accusés d'être restés sourds à ses appels, et, dans un contexte de tensions croissantes avec Moscou, avait annoncé en début d'année la suspension de fait de l'adhésion de l'Arménie à l'alliance militaire russe, dont le dirigeant arménien allait jusqu'à déclarer, en septembre, qu'elle constituait une menace existentielle pour son pays. Le ministère russe des affaires étrangères avait mis ses déclarations sur le compte de l'outrance verbale de Pachinian, dont il soulignait qu'il avait la prudence de ne pas se retirer de l'alliance, comme il en agité pourtant à plusieurs reprises la menace. Une fois encore, Poutine, de son côté, a laissé entendre jeudi qu'il y avait toujours la "possibilité que l'Arménie revienne à part entière dans le cadre de cette organisation " au fonctionnement de....

photo : Armineh JOHANNES copyright : arminehjo@hotmail.com

...